L'Abeille de la Nouvelle-Orléans.
Bureau : 73 rue de Chartres.
NOUVELLE-ORLEANS.
SAMEDI, 28 MAI 1892.

PETITES ANNONCES.

DEMANDES.

ON demande une personne sachant coudre pour prendre soin d'un enfant de deux ans, elle devra parler l'anglais. S'adresser 431 Avenue St-Charles. 26 mai—28 29

ANNONCES JUDICIAIRES

Métanie D. Breton, épouse d'Eugène Brice Sembre, contre son mari.
No 39,693.

COUR CIVILE DE DISTRICT POUR LA paroisse d'Orléans.—No 39,693.—Division A.—Ayant égard à la requête ci-dessus et aux conclusions écrites à l'appui de la demanderesse, Métanie D. Breton contre son mari Eugène Brice Sembre demandant la communauté entre eux et, ce dernier ayant été déclaré débiteur et contumax par jugement rendu le 23 février 1892, et la demanderesse ayant déclaré renoncer à la communauté et ayant fait le serment requis par la loi, il est ordonné, adjugé et décrété que la demanderesse, Métanie D. Breton soit et est autorisée à ester en justice et à poursuivre ses droits contre son mari, Eugène Brice Sembre, et contre le syndic de ses créanciers du susdit No 39,693, adjugeant à la demanderesse pour la communauté entre eux et son mari, et ce pour tous les droits, noms, raisons et actions à elle appartenant et à ses enfants mineurs issus de son mariage avec ledit Eugène Brice Sembre, et ordonnant que le présent jugement soit publié dans les journaux de cette ville, suivant la loi, et affiché à la porte principale du Palais de Justice, pendant trente jours, et ce aux frais de la demanderesse.

Jugement rendu le 23 février 1892.

(Signé) F. A. MONROE, Juge.

Pour copie conforme :
JAS. D. RANKIN, Greffier.
11 mai—31 en 30

Succession de Mme Gertrude Kramer

COUR CIVILE DE DISTRICT POUR LA paroisse d'Orléans.—No 32,703.—Division B.—Avis est par le présent donné aux créanciers de cette succession et à toutes autres personnes intéressées d'avoir à déduire, dans les dix jours qui suivront la présente notification les raisons (s'ils en ont) pour lesquelles le compte final présenté par Peter J. Kramer, administrateur de cette succession, ne sera pas approuvé et homologué et les fonds distribués conformément au dit compte.

Par ordre de la Cour.
E. A. LUMINAIS, Greffier.
20 mai—20 25 29

Succession d'Albert Kuntz.

COUR CIVILE DE DISTRICT pour la Paroisse d'Orléans.—No 35,488.—Division A.—Attendu que Margaret Kuntz, femme de Albert de K. Edrington, a présenté une pétition à la Cour à l'effet d'obtenir des lettres d'administration dans la succession de Albert Kuntz, décédé intestat ; avis est par le présent donné à tous ceux que cela peut concerner d'avoir à déduire, dans les dix jours qui suivront la présente notification les raisons (s'ils en ont) pour lesquelles la dite pétition ne devrait pas être accordée.

Par ordre de la Cour.
E. A. LUMINAIS, Greffier.
18 mai—18 23 27

Succession de David S. Bryan.

COUR CIVILE DE DISTRICT pour la paroisse d'Orléans.—No 34,855.—Division B.—Avis est par le présent donné aux créanciers de cette succession et à toutes autres personnes intéressées d'avoir à déduire dans les dix jours qui suivront la présente notification les raisons (s'ils en ont) pourquoi le compte provisoire présenté par Abel Dreyfous, exécuteur testamentaire de cette succession, ne sera pas approuvé et homologué et les fonds distribués conformément au dit compte.

Par ordre de la Cour.
E. A. LUMINAIS, Greffier.
24 mai—24 28—2 juin

Succession de Jean F. Schweitzer.

COUR CIVILE DE DISTRICT pour la paroisse d'Orléans.—No 33,492.—Division C.—Avis est par le présent donné aux créanciers de cette succession et à toutes autres personnes intéressées d'avoir à déduire dans les dix jours qui suivront la présente notification les raisons (s'ils en ont) pourquoi le compte provisoire présenté par Abel Dreyfous, exécuteur testamentaire de cette succession, ne sera pas approuvé et homologué et les fonds distribués conformément au dit compte.

Par ordre de la Cour.
E. A. LUMINAIS, Greffier.
19 mai—19 24 28

AVIS AUX OBEANGERS.

ETAT DE LA LOUISIANE, COUR CIVILE de District pour la Paroisse d'Orléans.—No 35,788.—Division B.—Ordre de Cour.—Raymond Dacos vs ses créanciers.—Qu'une réunion des créanciers du pétitionnaire Raymond Dacos soit et est voquée et tenue pardevant Joseph Davigneaud, notaire, en son bureau, No 14, Carondelet, en cette ville, le 14me jour de juin 1892, à 11 heures A. M. dans le but de considérer et de délibérer sur l'application du pétitionnaire pour un répit et de voter sur toute autre affaire pouvant leur être soumise ; et que dans l'intervalle toutes procédures judiciaires contre la personne et les biens du dit pétitionnaire soient suspendues et que H. H. Bryan, avocat, soit nommé pour représenter les créanciers absents.

Nouvelle-Orléans, 9 mai 1892.
Signé FRED. D. KING,
Juge
Pour copie conforme :
JAS. D. RANKIN, Dépôt Greffier.
11 mai—31 en 30)

ETAT DE LA LOUISIANE—COUR CIVILE de la District pour la paroisse d'Orléans. —Je certifie par le présent, que le 23ème jour de février 1892, jugement a été rendu par cette Cour dans l'affaire ci-dessus numérotée, dans les paroisse et chiffres en vente, à savoir :—Pauline Frank vs John U. Frank.—No 34,813 —Division C.—Sur motion de Avs. Rouen et May, avocat pour le demanderesse, et sur production de preuves à l'appui de sa demande et la loi et les témoignages produits dans au dit cause, il défaut ayant été enregistré contre le défendeur, il est ordonné, adjugé et décrété que le défaut inscrit dans cette affaire le 31 décembre 1891 soit confirmé par la présente, et dans les parties et chiffres en vente, à savoir :—Pauline Frank vs John U. Frank.—No 34,813 —Division C.—Sur motion de Avs. Rouen et May, avocat pour le demanderesse, et sur production de preuves à l'appui de sa demande et la loi et les témoignages produits dans au dit cause, il défaut ayant été enregistré contre le défendeur le 31 décembre 1891 soit confirmé par la présente, et dans les parties et chiffres en vente, à savoir :—Pauline Frank vs John U. Frank. Et qu'il soit ordonné, adjugé et décrété que le dit mariage soit dans cette affaire le 31 décembre 1891 soit confirmé par la présente, et dans les parties et chiffres en vente, à savoir :—Pauline Frank vs John U. Frank.—No 34,813 —Division C.—Sur motion de Avs. Rouen et May, avocat pour le demanderesse, et sur production de preuves à l'appui de sa demande et la loi et les témoignages produits dans au dit cause, il défaut ayant été enregistré contre le défendeur